



Présentation de l'entreprise

L'investissement des collectivités locales : un enjeu national

*« L'investissement des collectivités locales est nécessaire à l'avenir économique et à la cohésion sociale du pays »,
Pierre Moscovici (Dijon, 8 novembre 2012)*

Un poids lourd de l'économie nationale

- Les collectivités locales représentent **11%** de l'investissement national, **71%** de l'investissement public et **45 %** du Chiffre d'affaires du secteur du BTP
- **160 milliards** d'euros de dépenses de fonctionnement (financés par les recettes courantes) et **52 milliards** d'euros de dépenses d'investissement (avec recours éventuel à l'emprunt)

Un rôle essentiel dans l'équipement et le développement des territoires

- La quasi totalité des investissements liés au développement urbain et à la protection de l'environnement.
- **80% à 90%** des investissements dans l'éducation, la culture, les loisirs

L'investissement des collectivités locales : un enjeu national

Un modèle de financement en mutation

- Des contraintes sur les ressources (marché immobilier, transferts de l'État)
- Des marges de manœuvre limitées sur les dépenses (action sociale)
- Des réformes structurelles en cours (fiscalité, péréquation, nouvelle loi de décentralisation...)

Des tensions majeures sur le financement des investissements avec une raréfaction des offres provenant du secteur privé.

- Une estimation de **5 milliards** d'euros environ de déficit de financements Long Terme à combler (sur une estimation de **20 milliards** de besoins en 2013)

L'investissement des collectivités locales : un enjeu national

Une raréfaction de l'offre bancaire

1

Arrêt des financements provenant de Dexia (**40%** de part de marché historique), en application de son plan de restructuration

2

Augmentation forte du coût des ressources financières pour les banques

3

Recentrage commercial en vue de la conformité aux normes Bâle III en termes de solvabilité et de liquidité

4

Contexte commercial perturbé par la problématique des crédits dits « sensibles »

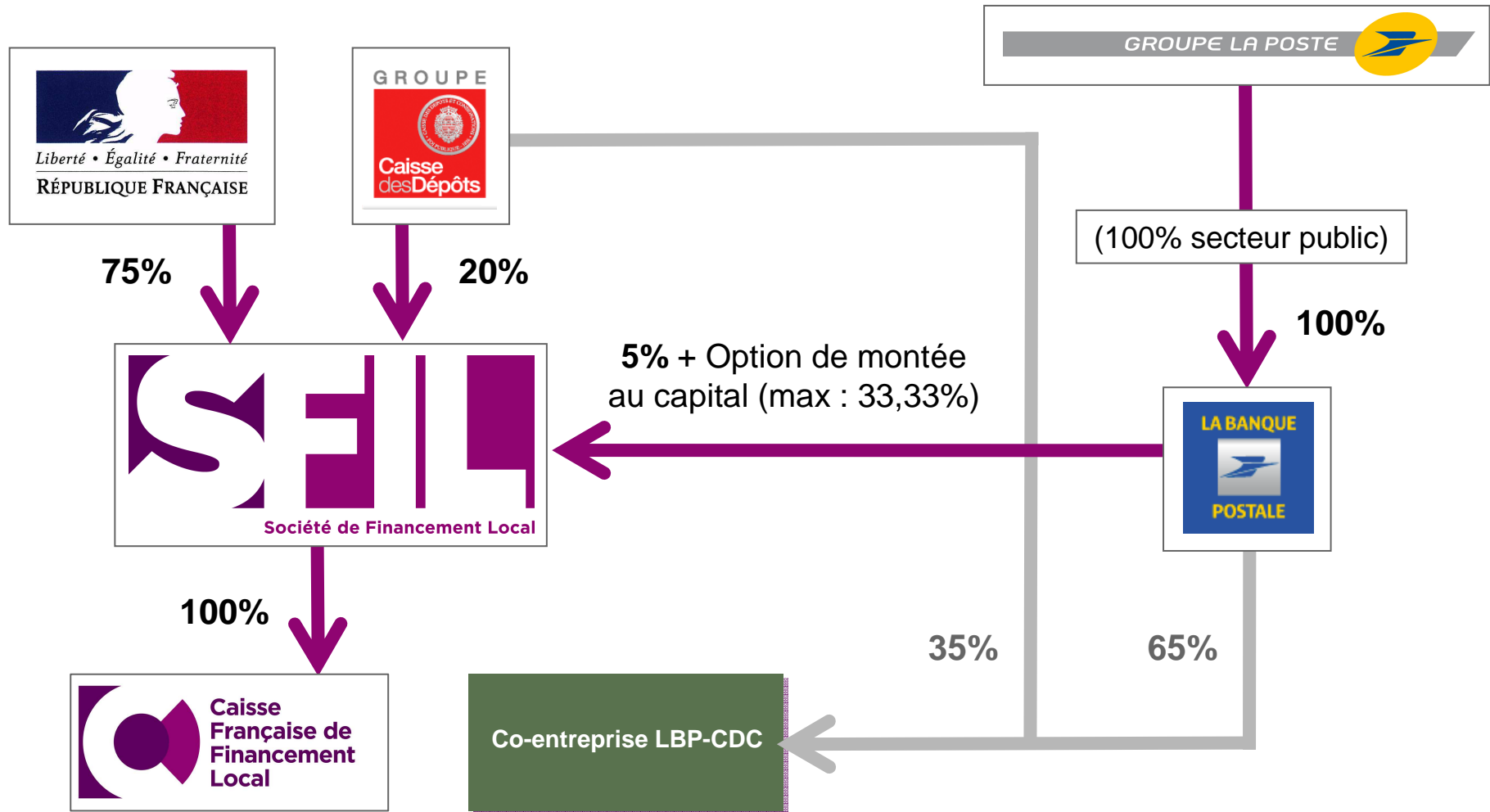
*« Nous avons obtenu de la Commission européenne la validation d'un schéma plus robuste, où l'État jouera un rôle plus important... qui s'appuiera sur un consortium constitué par LBP et la CDC... qui s'appuiera sur l'outil de refinancement DMA »,
Pierre Moscovici (Dijon, 8 novembre 2012)*

Création par l'État français d'un **nouveau dispositif** de financement des collectivités locales et des établissements publics de santé, visant à :

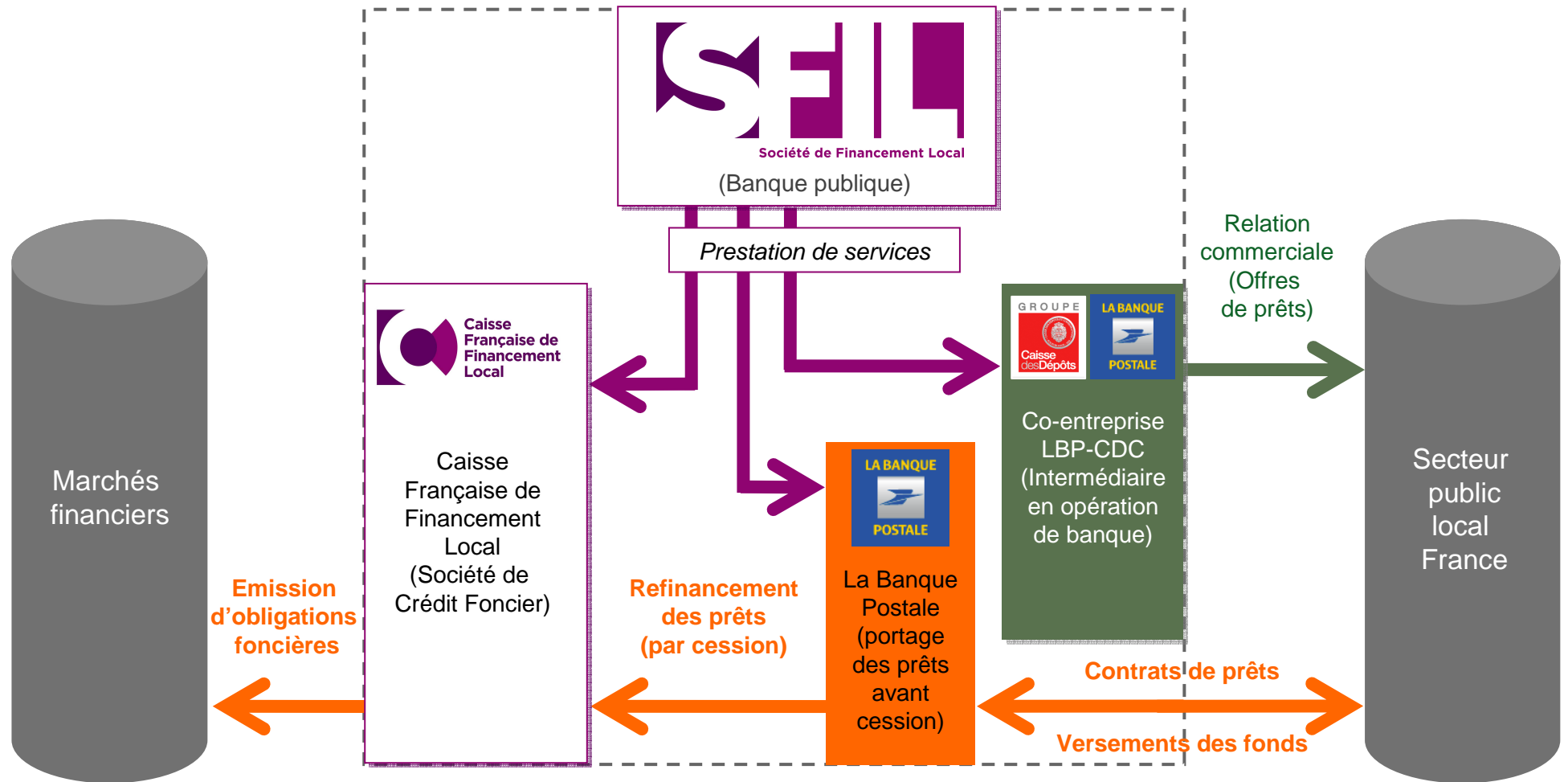
- répondre durablement à la raréfaction de l'offre de financement long terme aux collectivités locales et aux établissements de santé
- sécuriser l'accès aux financements à long terme du secteur
- développer pour le marché français une offre commerciale simple, transparente et accessible au prix du marché
- poursuivre une politique de désensibilisation active des encours dits « sensibles »



Un actionnariat public à 100 %



Les acteurs du dispositif





SFIL : un établissement bancaire public,
qui assurera **trois** missions :

1

La prestation de services pour LBP et la co-entreprise

- Outils commerciaux (mise à disposition d'un outil de gestion de clientèle et d'édition d'offres)
- Back-office (versement des prêts et recouvrement des paiements)
- Risques (base de données clients nécessaire à l'analyse des risques)
- Finances (comptabilité, ALM et contrôle de gestion)

SFIL : un établissement bancaire public,
qui assurera **trois** missions :

2

La gestion opérationnelle de l'outil de refinancement Caisse Française de Financement Local

- Réalisation du programme d'émissions sur les marchés internationaux
- Back-office (transfert de prêts et recouvrement des paiements, gestion des flux sur obligations foncières et dérivés)
- Finances (comptabilité, ALM et contrôle de gestion)
- Maîtrise des risques

SFIL : un établissement bancaire public,
qui assurera **trois** missions :

3

La gestion de la désensibilisation des crédits structurés au bilan de la Caisse Française de Financement Local

- Une politique de désensibilisation responsable et pro-active
- Une participation au dispositif mis en place par l'État dans le respect des intérêts stratégiques de SFIL
- Des équipes dédiées assurant un suivi individualisé de chaque dossier en fonction de leurs caractéristiques

Des atouts permettant la pleine réalisation de sa mission publique

Une expertise et des moyens disponibles dès la création de SFIL

- Des équipes expertes dans chaque domaine issues principalement de Dexia
- Un effectif cible de 400 collaborateurs
- Des moyens informatiques repris de Dexia, sur **5 domaines** :

- Support commercial : relation clientèle, éditique d'offres

- Back office : paiements/versements

- Finance : comptabilité, contrôle de gestion et gestion de bilan

- Opérations de marché : refinancement (émissions à long terme et refinancement interbancaire)

- Risques : système de notation advanced sur les collectivités locales et sur les banques, risques de marché, risques de bilan.

Des atouts permettant la pleine réalisation de sa mission publique

La solidité de C2FIL

- Un émetteur de référence, depuis 1999, au statut réglementaire de société de crédit foncier
- Une notation élevée
- Un pool d'actifs de bonne qualité, exclusivement constitué de financements au secteur public local
- Des règles de gestion strictes et prudentes
- Un actionnariat 100 % public

Ce qu'il faut retenir...

SFIL :

- Est détenue à 100 % par des institutions publiques françaises, dont 75% par l'État directement, actionnaire de référence

- A trois missions essentielles :

1

Refinancer les prêts commercialisés par la co-entreprise CDC-LBP, en émettant, via la Caisse Française de Financement Local, des obligations foncières, avec l'objectif de faire bénéficier les collectivités locales et les établissements publics de santé d'excellentes conditions de financement ;

2

fournir les services supports à LBP et la co-entreprise CDC-LBP pour leur permettre de mener à bien leur plan de développement au service du secteur public local. Cette prestation, qui couvrira une large gamme de services (commercial, back office, risques, comptabilité, ALM), sera menée dans le cadre d'une rémunération définie dans une convention ;

3

conduire une politique de désensibilisation responsable et pro-active, s'inscrivant dans le cadre général des objectifs de gestion des finances publiques définis par l'Etat et dans le respect des intérêts stratégiques de SFIL.

Ce qu'il faut retenir...

SFIL :

- **Bénéficie des systèmes et de l'expérience des équipes issues principalement de Dexia**

- **S'appuie sur le support de ses trois actionnaires publics :**
 - L'État, comme actionnaire de référence
 - La CDC, avec un apport en liquidité sécurisant de 12,5 milliards d'euros
 - LBP et sa stratégie de développement ambitieuse sur le secteur public local

- **Détient un véhicule d'émission d'obligations foncières, la Caisse Française de Financement Local (C2FIL), anciennement DMA, qui assurera de façon pérenne et performante le refinancement des prêts actuels et de la production future**

Ce qu'il faut retenir...

SFIL :

■ S'appuie sur des notations élevées qui tiennent compte de :

- l'importance stratégique de la politique publique confiée à SFIL
- sa proximité avec l'État français, son actionnaire de référence

	S&P	Moody's	Fitch
SFIL	AA+	Aa2	AA+
État Français	AA+	Aa1	AAA

■ N.B. Notations covered C2FIL :

S&P **AAA** (outlook négatif)

Moody's **Aaa**

Fitch **AAA (*)**

(*) Notation sous revue dans l'attente de l'application de la nouvelle méthodologie publiée par Fitch le 30 janvier 2013



**Société de
Financement
Local**